

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et de l'Environnement
Bureau des Installations Classées

ARRETE

000209 n° du 31 JAN. 2000

portant prescriptions complémentaires
au titre des installations classées

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;
- VU l'arrêté préfectoral n° 931299 du 19 août 1993 réglementant les activités de la société ECIA;
- VU la déclaration de changement d'exploitant adressée au préfet le 13 septembre 1999 ;
- VU le dossier présenté le 28 octobre 1999 par la société DALPHI METAL FRANCE en vue de modifier ses installations;
- VU le rapport du 2 décembre 1999 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées;
- VU l'avis favorable du du Conseil Départemental d'Hygiène du 13 JAN 2000

CONSIDERANT que la réforme de la nomenclature a entraîné des modifications dans le classement des rubriques autorisées ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 d'imposer des prescriptions complémentaires à la société DALPHI METAL FRANCE;

APRES communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté n° 931299 du 19 août 1993 est modifié comme suit :

1.1 L'article 1^{er} est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1^{er} Champ d'application

La société DALPHI METAL FRANCE, 35 rue de l'Europe à 68700 CERNAY, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées sur le territoire de la commune de CERNAY telles qu'elles résultent des différentes demandes d'autorisation.

Les installations et activités, répertoriées dans la nomenclature des installations classées sont énumérées ci-dessous.

Libellé en clair	Rubrique de classement	Régime	Ancien classement 19/08/93	Observations
- Stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI)	1158-2	A	1158 A	Stockage de 54 t
Fonderie de métaux et alliages non ferreux , capacité de production > 2 t/j	2552-1	A	284-2 D	Capacité de production : Aluminium : 5 t/j Magnésium : 6 t/j
- Fabrication de matières plastiques, capacité de production > 1 t/j	2660-1	A	271-1 A	Capacité de production : 7,6 t/j
- Application de peinture et d'apprêt, quantité utilisée dans l'atelier > 100 kg/j	2940-2-a	A	405-A-1 405-B-1 A	Consommation : 840 kg/j
- Installation de compression et de réfrigération	2920-2-b	D	361-B-2 D	Compression : 395,5 kW Réfrigération : 91,7 kW
- Stockage de liquides inflammables	1430	D	253 D	Quantité stockée : 28 m³
- Entrepôts couverts	1510-2	D		Volume de l'entrepôt : 17615 m³
- Travail mécanique des métaux	2560-2	D		Puissance installée : 136 kW
- Traitement électrolytique ou chimique des métaux	2665-2-b	D	251-2 D	Bains de dégraissage - chlorure de méthylène : 460l - lessive alcaline : 1000 l
- Installation de combustion	2910-A-2	D		Puissance installée 2,54 MW
- Atelier de charge d'accumulateurs	2925	D	3-1 D	Local de charge : 44 kW Autres locaux : 49 kW

1.2 L'article II 3° est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3°) Dispositions particulières

- Les cabines de moussage seront équipées de filtres secs sur l'air extrait d'une efficacité minimale de 86 % vis à vis des pigments (extrait sec). Le flux en solvants devra être tel que la concentration au rejet, exprimé en carbone total, soit inférieure à 150 mg/Nm³, le débit d'extraction étant de 140 000 Nm³/h.
- L'installation de dégraissage au chlorure de méthylène est équipée d'un système de condensation des vapeurs produites de sorte que le flux rejeté soit inférieur à 0,050 kg/h »

1.3 l'article IV 4° est remplacé par les dispositions suivantes :

« 4°) Niveaux acoustiques (arrêté du 23 janvier 1997)

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

POINTS de MESURE	PERIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Côté Nord-Ouest	65 dB(A)	55 dB(A)
Côté Nord-Est	65 dB(A)	55 dB(A)
Côté Sud	65 dB(A)	55 dB(A)

Emergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée se situent sur le côté nord (habitations à plus de 400 m de l'autre côté de la RN 83) et sur le côté ouest (intérieur des bâtiments industriels voisins). »

1.4 L'article VI 7° est modifié comme suit :

« 7°) Moyens de lutte contre l'incendie

Chaque bâtiment sera pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- A l'exception de la chaufferie et de la fonderie tous les ateliers et lieux de stockage sont équipés d'un réseau d'extinction automatique.
- Les fonderies seront équipées d'extincteurs de type D. Tout autre moyen d'extinction contenant de l'eau est interdit.
- D'extincteurs répartis judicieusement... (le reste sans changement) »

1.5 L'article VII 1° 1.2 est modifié comme suit (la première phrase est supprimée) :

« 1.2 Les opérations liées au moussage....(le reste sans changement) »

ARTICLE 2 :

ART. 2.1

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

ART.13.2

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

ART.13.4

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ART.13.5

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, etc...).

ART.13.6

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposé à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur régional de l'Industrie de la recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs du Service d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le

31 JAN. 2000

LE PREFET,

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général

Délais et voie de recours

(article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

Olivier LAURENS-BERNARD

Pour empliation
En la Préfecture
par délégation
Le Chef de Bureau :



Christian AULEN